

**Accord collectif du 07 décembre 2021  
portant fixation des indemnités de  
petits déplacements  
des Travaux Publics pour 2022  
applicables en Pays de la Loire**

Entre :

La Fédération Régionale des Travaux Publics des Pays de la Loire (FRTP),  
La Chambre Nationale de l'Artisanat des Travaux Publics (CNATP),  
d'une part

Et :

- la CFDT,
- la CFTC,
- la CGT,
- la CFE CGC,
- FO, d'autre part

Dans le cadre de la délégation prévue par l'article 3.2 de l'accord du 23 mai 2018 relatif à la mise en place de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) dans les Travaux Publics, il a été convenu ce qui suit :

**Article 1**

En application du Chapitre VIII-1 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers des Travaux Publics du 15 décembre 1992, étendue par arrêté ministériel du 27 mai 1993 (J.O du 29 mai 1993), les montants des indemnités de petits déplacements applicables aux Ouvriers des Travaux Publics de la région Pays de la Loire, dans ses limites territoriales en vigueur au 31 décembre 2015, sont fixés à partir du **1<sup>er</sup> janvier 2022** comme suit :

En €

<b>Indemnité de repas :</b>	<b>13.00€</b>	
	<b>Trajet</b>	<b>Transport</b>
Zone 1 (0/10 km)	1.65	2.90
Zone 2 (10/20 km)	3.09	6.47
Zone 3 (20/30 km)	4.59	10.83
Zone 4 (30/40 km)	6.11	14.86
Zone 5 (40/50 km)	7.59	19.01

Ces indemnités ne se cumulent pas avec les indemnités de grands déplacements prévues au Chapitre VIII-2 de la convention collective nationale des Ouvriers des Travaux Publics du 15 décembre 1992.

**Article 2**

En application de l'article 7.1.9 de la Convention Collective Nationale des Etam des Travaux Publics du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 15 juin 2007 (J.O du 28 juin 2007), les valeurs des indemnités de repas et de transport ci-dessus s'appliquent également aux Etam non sédentaires.

Ces indemnités ne se cumulent pas avec les indemnités et /ou remboursements de frais de déplacements prévus au chapitre VII-2 de la Convention Collective Nationale des Etam des Travaux Publics du 12 juillet 2006.

**Article 3**

Le présent accord sera déposé, en deux exemplaires, une version papier et une version électronique à la **Direction Générale du Travail - dépôt des accords collectifs - 39/43 quai André Citroën 75902 PARIS Cedex 15** et à l'adresse [depot.accord@travail.gouv.fr](mailto:depot.accord@travail.gouv.fr), conformément à l'article D.2231-2 du Code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du Greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

**Article 4**

Les parties au présent accord rappellent qu'il a pour objet de fixer les barèmes des indemnités de petits déplacements applicables à l'ensemble des salariés Ouvriers des entreprises de Travaux Publics couverts par son champ d'application.

Compte tenu du caractère intrinsèquement général des indemnités de petits déplacements, cet accord ne nécessite pas d'adaptation pour les entreprises de moins de 50 salariés.

**Article 5**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère chargé du Travail conformément aux dispositions des articles L.2261-15 et suivants du Code du travail.

**Article 6**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L.2261-3 du Code du travail.

Fait à Nantes, le 07 décembre 2021  
En 15 exemplaires

*Pour la FRTP*

*Pour la CNATP*

*Pour la CFDT*

*Pour FO*

*Pour la CFE CGC*